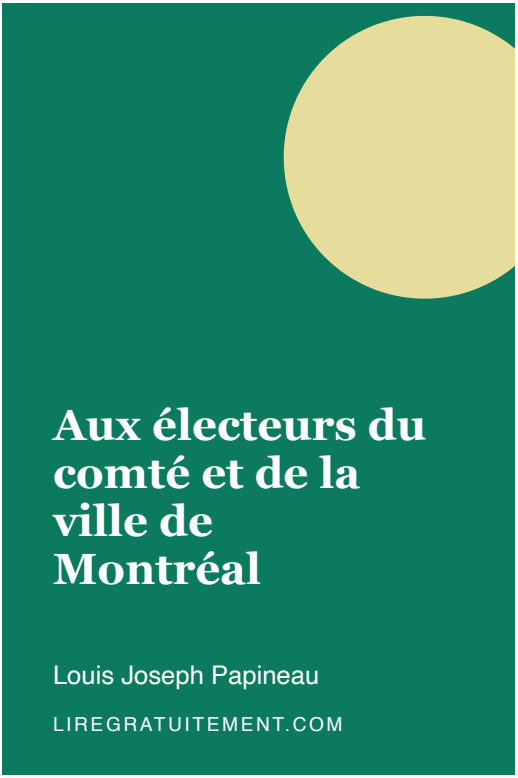


Aux électeurs du comté et de la ville de Montréal

Louis-Joseph Papineau

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Aux électeurs du comté et de la ville de Montréal

Aux Électeurs

DU

Comté et de la ville de Montréal.

CANADIENS, soyons unis dans la prochaine Élection, et soyons le pour toujours. Nos ennemis, pour nous désunir, ont recours à toutes sortes de moyens : rien ne leur coûte. Ils emploient tout ce que la haine et la fureur contre nous, joint à tout ce que la cupidité et le désir de s'emparer de l'argent public, peuvent inventer de bassesses et de turpitudes. Mais faisons voir, une fois pour toutes, que les Canadiens ne sont pas des ignorans et des lâches, comme ils voudraient le faire croire, qu'ils ne se laissent pas, comme des enfans ou des vieilles femmes, effrayer par des menaces, enjôler par des promesses, ni tromper par des mensonges. Apprenons leur qu'ils se trompent s'ils croient obtenir de nous tout ce qu'ils voudront par des promesses, et par la corruption. — Examinons leur ruse.

Tout le monde sait que la Chambre d'Assemblée a été cassée parce qu'elle a refusé d'abandonner la bourse publique à la discrétion des administrateurs, qui veulent se payer eux-mêmes, comme il leur plaît. C'est une méthode, il est vrai, qui leur serait bien commode, et il n'est pas étrange que leurs amis fassent beaucoup d'efforts pour élire des Membres qui seront de cet avis là, des Membres qui dormiront quand ces honnêtes gens allongeront le bras dans le grand coffre de la Province. Mais nous, le peuple, qui sommes obligés de remplir la bourse publique à même les nôtres, nous n'aimons pas que ces messieurs se payent eux-mêmes aussi amplement qu'ils le désirent ; parce que, si nous y consentions, nous ne serions pas long-tems sans être fortement et très-fortement taxés, quoique nous ne le soyons pas à présent. C'est la raison pourquoi nous voulons avoir de braves Représentants qui feront les sentinelles, qui prendront la peine de regarder si notre argent est dilapidé, et qui ne vendront pas le pays après s'être vendus eux-mêmes. Si une fois la Chambre abandonnait le droit qu'elle a de régler la dépense publique, ce serait fini pour nous ; nous ne pourrions plus jamais reprendre ce droit essentiel. Les administrateurs, n'ayant plus personne pour s'opposer à leur avidité, puiseraient sans modération, sans frein, dans le coffre public. Il serait bientôt vide ; pour le remplir, il n'y aurait pas d'autre moyen que d'augmenter les taxes, d'en imposer de nouvelles, d'accabler le peuple d'impôts. Tout notre travail serait à la fin perdu pour nous. Tout ce que nous gagnerions serait pour enrichir un petit nombre de personnes insouciantes et indifférentes au bonheur comme au malheur du pays ; et il en resterait à peine assez aux plus industrieux pour vivre misérablement. Enfin nous ne serions pas long-tems sans être écrasés sous le poids de l'oppression, comme le sont les malheureux Irlandais, qui tous les jours sont forcés d'aller chercher, loin de leur Patrie, un asile contre la misère et la mort. Mais nos ennemis trouvent que nous ne devons pas parler des Irlandais, et ils ne cessent de nous dire que nous sommes heureux, que nous n'avons aucun droit de nous plaindre. À tout cela nous pouvons leur répondre : Eh ! nous le le savons bien que nous sommes heureux ; nous ne nous sommes jamais plaint de ne pas l'être ; nous nous plaignons seulement de ce que

vous travaillez à nous arracher ce bonheur. Nous en sentons le prix, mieux que nous ne le voudriez. Nous ne voulons pas le laisser échapper. Il ne faut pas attendre que nous l'ayons perdu sans ressource pour tâche de le conserver. Et à qui devons-nous jusqu'à présent la préservation de ce bonheur ? Est-ce à MM. de l'administration de la province qui nous le reprochent tous les jours, et qui font depuis si long-tems tant d'efforts pour nous l'ôter ? Oh ! non, Canadiens, ce n'est pas à eux ! C'est à la justice et à la générosité de notre libéral et Auguste Souverain qui a rejeté plusieurs fois les prières de ces mêmes administrateurs contre nous, quand il a pu connaître la bassesse de leurs complots. C'est à notre Chambre ferme et courageuse qui s'est toujours opposée aux injustices qu'on voulait faire au peuple. N'hésitons donc pas à lui confier encore à cette même Chambre, la préservation de ce bonheur.

Il n'est pas étonnant que nos ennemis trouvent à redire que nous parlions du malheur des Irlandais, parce qu'ils ne peuvent rien nous répondre ; c'est un fait que nous avons tous les jours sous les yeux. Et ces ennemis savent bien que c'est en les divisant, comme on veut nous diviser aujourd'hui, qu'on les a précipités dans cet abîme de maux d'où ils ne peuvent plus sortir. Que leur malheur au moins nous serve d'exemple. Si nous sommes encore heureux, faisons des efforts pour conserver ce bonheur, et pour le transmettre intact à nos enfants. Ne soyons pas assez dénaturés pour ne laisser à ceux qui portent dans leurs veines notre propre sang, qu'une Patrie remplie de misère et de larmes ; nous ne leur avons pas donné le jour pour les jeter sur une terre maudite qu'ils arroseraient en vain de leurs sueurs, sans en retirer des fruits. Si nous avons des entrailles de pères, jamais nous ne pourrons consentir d'être nous-mêmes les instruments de leur malheur futur, et du nôtre même, dans très-peu de tems ; et s'il faut, pour détourner ces malheurs, sacrifier quelque petit intérêt personnel, en bons Canadiens, en vrais Patriotes, n'hésitons pas à le faire. Quand on nous parle des maux qui nous sont réservés, si nous n'opposons pas une ferme résistance aux empiétations de l'administration, ce ne sont pas des contes en l'air ; nous avons un exemple bien frappant, bien effrayant dans le peuple dont je viens de vous parler. Ils étaient heureux autrefois, ils jouissaient chez eux des privilèges, des droits que nous avons encore. On est venu à bout, en les divisant, de les leur ôter ; et l'on sait s'ils ont eu à s'en plaindre. Nos ennemis cherchent à nous flatter, à nous jeter dans l'erreur ; mais ne nous fions pas à eux. Ils veulent détourner notre attention de la question importante des finances, parce qu'ils ne peuvent plus nous tromper sur ce sujet, que tout le monde connaît l'affaire et leurs vues intéressées. Pour nous étourdir, ils crient contre les anciens Membres, en les accusant d'avoir négligé d'autres mesures qui sont d'un très-petit intérêt quand on les compare à la question des finances ; et, ce qui est le plus singulier, c'est que tout ce qu'ils débitent par rapport à toutes ces mesures, porte l'empreinte du mensonge et n'est que pour calomnier nos bons Représentans qui ne les ont pas négligées. Ne leur répondons qu'en leur demandant : à qui la faute si les bills nombreux et utiles, passés par notre Chambre, ont été rejetés dans le Conseil ? À qui la faute si les autres bills qui y ont été introduits n'ont pu être achevés ? À qui la faute si nos Membres ont été renvoyés dans un tems où ils travaillaient avec la plus grande ardeur au bien être du pays ? Demandons leur si c'est bien honorable d'arrêter les travaux d'un corps respectable de Représentans, tout exprès pour faire croire au pays que ces Représentans n'ont rien fait ? Honte, honte à jamais aux accusateurs qui en sont eux-mêmes la cause ! ! !

Mais je vais plus loin, et je dis que, quand bien même tout ce que nos ennemis débitent par rapport à toutes ces mesures serait aussi vrai qu'il est faux, on ne devrait pas y faire la moindre

attention dans ce moment-ci, parce que c'est une ruse du parti opposé qui voudrait nous faire oublier le grand point, en faisant semblant de prendre notre intérêt. Tenons-nous sur nos gardes. Quand un tigre furieux vient, la gueule ouverte, pour dévorer un homme, il serait fou de s'amuser à chasser quelques mouches qui menaceraient de le piquer. Eh ! bien, nos ennemis veulent nous cacher l'arrivée de ce tigre, et ils nous disent, en affectant un ton de charité, de prendre garde à ces petites mouches. Ils présentent devant nous de vains fantômes, pour qu'une frayeur subite nous fasse reculer et précipiter dans un abîme entr'ouvert derrière nous. Seront-ils plus fins que nous ? La prochaine élection le dira. Elle dira aussi combien il y a de traîtres qui, pour un vil intérêt, ou par une crainte servile, abandonneront lâchement leurs frères occupés à défendre, contre la tyrannie et l'oppression, le sol de leur naissance ou leur Patrie adoptive. Il n'y en aura sans doute que bien peu ; le mépris public fera justice de leur infâme trahison. Il peut cependant s'en trouver quelques-uns de bonne foi qui, trompés par nos adversaires, se sont engagés à donner leurs voix à nos opposans. Mais, qu'ils songent qu'ils sont toujours libres, et qu'il y a plus d'honneur à se réunir à leurs frères, vrais Canadiens, qu'à tenir une promesse qu'ils n'auraient jamais faite s'ils n'avaient pas été trompés. — Quoi ! donc, si je m'aperçois après coup que j'ai promis de percer le sein de mon meilleur ami, ne serai-je pas un barbare de tenir ma promesse ? À plus forte raison y aurait-il de la honte et de la cruauté à tenir une promesse de trahir son propre pays. Et c'est vraiment le trahir, en ce moment, que de donner sa voix à M. Grant, à M. Molson, à MM. M'Gill et Delisle, non pas parce qu'ils ne sont pas des honnêtes gens comme simples citoyens ; mais parce que nous sommes sûrs que dans la Chambre ils seront contre nos intérêts, puisqu'ils sont présentés par ceux qui, de long-tems, cherchent à nous ôter nos établissemens, par ceux qui sont nos ennemis jurés et qui nous méprisent, quoiqu'ils soient polis pendant les élections, par ceux enfin qui voudraient compter le nombre des écus dans leur poche, par le nombre de sueurs des habitans du pays.

Nous laisserons-nous désunir ? Irons-nous lâchement nous ranger sous les drapeaux de nos ennemis pour combattre nos propres frères ? L'amour de nos enfans auxquels nous forgerions des chaînes, l'amour de nous-mêmes qui serions les premiers à les porter, ne nous retiendra-t-il pas ? La honte même et la vue de l'infamie dont nous nous couvrirons ne pourront-elles nous arrêter ? Nous rendrons-nous coupables de la plus noire ingratitude en refusant nos voix à des Représentans qui nous ont si bien servis, qui n'ont cessé de veiller à nos intérêts, qui ont essuyé pour nous des reproches amers, et qui, pour notre cause, sont tous les jours exposé à des calomnies atroces, à des accusations outrageantes, et qui les endurent avec patience pour le bien du pays ?

Ô ! Canadiens de toute origine ! ne flétrissons pas notre nom par une injustice si criante ! Rallions nous autour de nos fidèles Représentans ; rendons-nous au poll en foule pour soutenir :

Méprisons toutes menaces, toutes promesses ; elles ne peuvent agir que sur les lâches partisans d'une mauvaise cause, d'une cause injuste. Pour nous qui avons des voix libres et indépendantes à donner, donnons les à ceux qui les ont déjà méritées par leurs services.

Tenons-nous en garde ; nos ennemis font circuler des pamphlets et des papiers remplis d'erreurs, de mensonges et de calomnies contre nos anciens Membres. Ce sont des pièges qu'ils nous tendent. Pourquoi crient-ils si fort contre les hommes qui sont les plus instruits, les plus respectables ? Contre les Viger, les Quesnel, les Papineau, les Cuvillier, les Heney, les Leslie, les

Berthelot, les Neilson et plusieurs autres ? Pourquoi veulent-ils les faire passer pour des ambitieux, pour des rebelles, pour des révolutionnaires, pour des traîtres à leur gouvernement ? Oh ! Canadiens, ne soyons pas surpris en examinant le but dans tout cela... Ils cherchent à nous ôter la confiance que nous avons dans nos hommes de talens et qui font honneur à notre pays. Ils cherchent à les rendre méprisables à nos yeux, à les perdre dans notre opinion ; et ils veulent que nous les chassions de la Chambre, parce que ces hommes justes s'opposent aux injustices qu'on veut nous faire ; parce qu'ils découvrent toutes les trames des Bureaucrates contre nous ; parce qu'ils ont déjoué l'infâme projet d'union et bien d'autres ; parce qu'ils s'opposent avec force au pillage que Messieurs les gens en place veulent faire de nos deniers ; parce qu'ils ont trouvé que déjà la main crochue d'un Receveur-Général avait tiré pour lui seul, cent mille louis de la bourse qui lui était confiée, (et soyez surs que ces découvertes ne font pas grand plaisir à ceux qui en sont l'objet ;) enfin parce que ces mêmes Représentans ne veulent pas que cent vingt-mille piastres par an, de l'argent du peuple, soient distribuées à discrétion par le Gouverneur Dalhousie à des favoris, à des mignons, à des créatures, qui ont vendu leur opinion et leur honneur, parmi lesquels sont de certains imprimeurs officiels qui sont payés à même l'argent des Canadiens, pour dire des injures de ces mêmes Canadiens, pour les traiter d'une bande d'ignorans, de vile populace et pour insulter nos honnêtes et laborieux artisans pour le titre d'ouvrier crasseux, indignes de jouir de la liberté constitutionnelle qui nous est garantie par notre bon Roi. Voilà ce que nos Représentans ne veulent pas ; et nous serions bien fous de le vouloir nous-mêmes. Mais au lieu de cela, ils veulent ce que la loi veut absolument ; ils veulent que ces cent vingt mille piastres par an soient employées, avec une sage économie, et d'après un acte de la législature entière, à payer des services réels, les justes dépenses du gouvernement et de l'administration de la justice. C'est là leur destination. Il n'est pas étonnant que les flatteurs et les adorateurs du pouvoir qui profitent des prodigalités de l'administration n'aiment pas cette sage économie, et haïssent les Membres qui veulent la faire observer. Si une bande de voleurs voulait piller l'argent d'un honnête citoyen, et que quelques personnes vinssent à les découvrir et à les en empêcher, ces voleurs seraient-ils bien contens de ceux qui les arrêteraient ainsi ? Leur donneraient-ils des éloges et des remercîmens, quoique ce fût une action bien juste ? Oh ! non certainement : et même si, à force de mensonges et d'accusations, ils pouvaient faire passer ces personnes pour des menteurs et empêcher qu'elles ne fussent crues, pour aller ensuite accomplir leur premier objet de voler l'argent, ils le feraient sans hésiter. Eh ! bien, mes amis, peut-on croire que ceux qui veulent piller l'argent public sont plus scrupuleux que ceux qui pillent celui des particuliers ; et doit-on trouver étrange qu'ils accusent ceux des Représentans qui les en empêchent, d'être des factieux, des révolutionnaires, des contempteurs du gouvernement, et qu'ils inventent contre eux bien d'autres calomnies également infâmes. Nous ne disons pas que la Chambre d'Assemblée doit s'opposer à l'administration quand celle-ci demande des choses justes. Aussi elle ne l'a jamais fait. Mais dire qu'elle ne peut pas résister quand on lui demande des choses injustes, c'est le comble du ridicule et de la folie. Pourquoi donc est-elle établie ? Si elle n'avait pas déjà souvent résisté, il y a long-tems que nous serions écrasés, et que nous serions les esclaves d'une poignée insolente de gens en place qui nous méprisent et nous insultent. Mais grâce à notre Chambre nous ne le sommes pas ; et nous ne le serons pas non plus, grâce aux bonnes élections que nous allons faire.

N'allons pas nous jeter dans le piège de nos ennemis qui ne cessent de nous appâter. Il est aisé de voir quel est le côté de la justice. Si l'on trouve quelques Canadiens qui travaillent contre

nous, n'y faisons pas attention. Ce sont, pour la plupart des esclaves vendus ; ce n'est pas leur opinion qu'ils suivent, c'est celle du maître qui les paye. Voyons quel parti est le plus honorable, le plus sûr, le plus juste, et suivons le. Voyons quelle cause est la meilleure, la plus noble, ou de celle qui est appuyée sur la justice et sur la vérité, ou de celle qui ne peut se soutenir que par des mensonges, des bassesses, et par la corruption. Jugeons et agissons en conséquence.

AMIS ! MES COMPATRIOTES ! s'il brule dans nos cœurs une étincelle de la pure flamme du patriotisme, ne demeurons pas indifférens. Nous sommes près d'arriver au port : encore un coup de rame et nous serons en sûreté. Nos ennemis préparent leurs derniers coups. Leurs efforts sont ceux de la rage et du désespoir. Rendons les inutiles et la Patrie est sauvée.

Vivent Papineau et Nelson, Heney et Leslie, Valois et Perrault ! ! ! Ce sont eux qui sont les vrais amis, les vrais défenseurs du pays. Vengeons-les des injures de leurs opposans ; marquons leur notre profonde reconnaissance qu'ils ont méritée, et rendons-nous justice à nous-mêmes, en réunissant sur eux nos suffrages.

UN AMI DU PAYS.

FIN.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Aux_%C3%A9lecteurs_du_comt%C3%A9_et_de_la_ville_de_Montr%C3%A9al. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.